



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Comité Social du Personnel du Pays de Martigues - Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Comité Social du Personnel du Pays de Martigues - Association
Hôtel de Ville - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Comité Social du Personnel du Pays de Martigues - Association

Hôtel de Ville - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale du Comité Social du Personnel du Pays de Martigues,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Comité Social du Personnel du Pays de Martigues - Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 6 juin 2025

KPMG SA

Joëlle BOUCHARD

Commissaire aux comptes

Gilles CHARLES

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	49 449		49 449	53 248	3 799-	7. 14-
	Autres						
	Total I	49 449		49 449	53 248	3 799-	7. 14-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				66	66-	100. 00-
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	29 860		29 860	42 656	12 796-	30. 00-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	162 702		162 702	238 880	76 178-	31. 89-
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	36 889		36 889	38 003	1 114-	2. 93-
	Total II	229 451		229 451	319 605	90 154-	28. 21-
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		278 899		278 899	372 853	93 954-	25. 20-

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12		Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres	245 435		245 435			
	Report à nouveau	40 589-		22 094-		18 496-	83. 71-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	15 193-		18 496-		3 302	17. 85
	Situation nette (sous total)	189 652		204 845		15 193-	7. 42-
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
PROVISIONS	Total I	189 652		204 845		15 193-	7. 42-
PROVISIONS	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total II						
PROVISIONS							
	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	18 000		67 549		49 549-	73. 35-
PROVISIONS	Total III	18 000		67 549		49 549-	73. 35-
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	52 054		67 111		15 057-	22. 44-
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales						
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	4 287		28 320		24 033-	84. 86-
DETTES (1)	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance	14 906		5 027		9 879	196. 51
	Total IV	71 247		100 459		29 211-	29. 08-
DETTES (1)							
DETTES (1)	Ecarts de conversion passif (V)						
DETTES (1)	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	278 899		372 853		93 954-	25. 20-

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	273 014		315 762		42 748-	13. 54-
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	651 317		676 742		25 425-	3. 76-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	50 000		50 076		76-	0. 15-
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	9		0		9	NS
Total I	974 340		1 042 580		68 240-	6. 55-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	991 480		1 148 273		156 793-	13. 65-
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	874				874	
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	451		31 191		30 740-	98. 55-
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	47				47	
Total II	992 852		1 179 464		186 612-	15. 82-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	18 512-		136 884-		118 372	86. 48

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		517		718	200-	27. 90-
Autres intérêts et produits assimilés		3 487		5 781	2 294-	39. 69-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		4 004		6 498	2 494-	38. 38-
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		4 004		6 498	2 494-	38. 38-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		14 508-		130 386-	115 878	88. 87
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		45		112 200	112 155-	99. 96-
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		45		112 200	112 155-	99. 96-
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		731		310	421	135. 66
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		731		310	421	135. 66
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		686-		111 890	112 576-	100. 61-
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		978 389		1 161 278	182 889-	15. 75-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		993 583		1 179 774	186 191-	15. 78-
5. EXCEDENT OU DEFICIT		15 193-		18 496-	3 302	17. 85

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Objet social et activités :

L'Association a pour but d'instituer en faveur du personnel, tous les types d'avantages sociaux pouvant prendre la forme d'aides financières et matérielles y compris dans la Culture, le Sport et les Loisirs, et également de promouvoir des activités collectives dans ces différents domaines.

Faits caractéristiques de l'exercice :

Les agents métropolitains rattachés à l'ex périmètre du conseil de territoire du Pays de Martigues ne sont plus adhérents à compter du 1er janvier 2024, ils ont été rattachés à une régie créée par la Métropole.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Aucun dirigeant ne perçoit de rémunération à quel titre que ce soit.

L'Association ne possède aucun salarié.

Le personnel, les locaux et le mobilier sont mis à disposition à titre gratuit par la Ville de Martigues.

Le fonds de réserve correspond à l'enveloppe maximum des prêts consentis aux agents territoriaux.

Ce fonds de réserve s'élève à 245 434.52 € et le montant du capital restant dû concernant les agents de la Ville de Martigues s'élève à 49 449 €.

Sur l'exercice, les prêts ont évolué comme suit :

- Prêts accordés sur 2024 : 12 400 €
- Remboursement sur 2024 : 16 199 €

Soit une variation de l'exercice de 3 799 €.

L'évaluation des stocks se fait selon la méthode du premier entré, premier sorti.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 380		
TOTAL	1 380		
TOTAL GENERAL	1 380		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		1 380		
TOTAL		1 380		
TOTAL GENERAL		1 380		

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	1 380		1 380	
TOTAL	1 380		1 380	
TOTAL GENERAL	1 380		1 380	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	245 435				245 435
Report à nouveau	22 094 -	18 496 -		0 -	40 589 -
Excédent ou déficit de l'exercice	18 496 -	18 496		15 193	15 193 -
TOTAL I	204 845			15 193	189 652

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	67 549	451	50 000		18 000
TOTAL	67 549	451	50 000		18 000
TOTAL GENERAL	67 549	451	50 000		18 000
Dont dotations et reprises d'exploitation		451	50 000		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	49 449	15 683	33 766
Débiteurs divers	29 860	29 860	
Charges constatées d'avance	36 889	36 889	
TOTAL	116 198	82 432	33 766
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	12 400		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	16 199		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	52 054	52 054		
Autres dettes	4 287	4 287		
Produits constatés d'avance	14 906	14 906		
TOTAL	71 247	71 247		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	3 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	1 320
Total	1 320

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 805
Autres dettes	459
Total	23 264

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	36 889
Total	36 889
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	14 906
Total	14 906

Les charges constatées d'avance correspondent à la billetterie au 31 décembre 2024 et aux charges enregistrées en 2024 ayant lieu en 2025.

Les produits constatés d'avance correspondent à des produits enregistrés avant le terme de l'exercice, pour des activités à réaliser sur l'exercice comptable 2025.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
VILLE DE MARTIGUES	470 000
CIAS	36 120
VILLE DE MARTIGUES - MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL	145 197
Total	651 317

Valorisation des contributions volontaires

Le personnel, les locaux et le mobilier sont mis à disposition à titre gratuit par la Ville de Martigues.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

Néant

Engagements reçus

Néant